



Groupe Républicains & Territoires

Toulouse, le 31 janvier 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour des relations apaisées entre l'Etat et les Régions

Gérard TREMEGE, président du groupe *Républicains & Territoires* au Conseil Régional Midi-Pyrénées et maire de Tarbes, salue la récente reprise du dialogue républicain entre l'Etat et les Régions et plaide pour des relations apaisées entre Etat et collectivités locales

Même si elles n'ont suscité que peu de réactions et de commentaires, deux décisions importantes ont récemment été prises par le Président de la République et le Premier Ministre dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des collectivités votée l'an passé.

La première est intervenue le 15 décembre 2010. Nicolas SARKOZY a, en effet, confié à Jean-Jacques de PERETTI (ancien ministre et actuel maire de Sarlat) une mission sur la clarification des compétences entre Départements et Régions en vue de l'élaboration en 2014 des futurs *schémas d'organisation des compétences et de mutualisation des services* prévus par l'article 75 de la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités. Les premières conclusions de cette mission sont attendues pour la mi-mars. Elles concerneront plusieurs champs de compétences exclusives et/ou partagées : développement économique, formation professionnelle, construction/équipement/entretien des collèges et lycées, transports, infrastructures, aménagement du territoire...

La seconde décision, plus récente, date du 20 janvier dernier. François FILLON a, ce jour-là, reçu à Matignon une délégation de l'*Association des Régions de France* (ARF) conduite par Alain ROUSSET (président du Conseil Régional d'Aquitaine). A l'issue de cette rencontre, le chef du gouvernement a annoncé la mise en place de groupes de travail conjoint sur les finances régionales, la programmation des investissements publics, l'utilisation des fonds structurels européens ainsi que l'apprentissage et l'orientation.

Cette reprise du dialogue républicain augure bien de ce que pourraient être à l'avenir les relations entre l'Etat et les collectivités locales et prouve qu'il est possible de sortir de la situation de « cohabitation institutionnelle » dans laquelle notre pays se trouve depuis 2004. Souhaitons qu'il permette d'aboutir rapidement et sincèrement à un consensus sur la répartition des compétences entre échelons et l'instauration d'une fiscalité locale performante sans lequel la réforme des collectivités ne servira pas la dynamique de nos territoires au nom de laquelle elle est pourtant conçue.

Gérard TREMEGE
Président du groupe *Républicains & Territoires*

Contacts Presse :

Philippe Lasterle (06 68 32 63 93)

Dominique Bonnemère (06 81 79 80 48)